

futuribles

INTERNATIONAL

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

« Déchiffrer la société française »

COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE DU 03 MAI 2010

Louis Maurin est journaliste à Alternatives économiques et directeur de l'Observatoire des inégalités, qu'il a fondé en 2003, à Tours. Il a publié en octobre 2009 « Déchiffrer la société française » (La Découverte), un ouvrage qui, sur la base de très nombreuses données et analyses, dresse un panorama de la dynamique de la société française et des mécanismes qui jouent aujourd'hui un rôle moteur ou frein dans son évolution.

« Déchiffrer la société française » est l'ouvrage d'un journaliste qui se veut attentif aux faits et entend, par leur examen minutieux et la reconstitution de séries longues de données, présenter un panorama en dynamique de la société française et faire la chasse aux stéréotypes. Louis Maurin, avant d'exposer les principales tendances positives ou négatives que son travail a permis de dégager, a beaucoup insisté sur les raisons qui l'ont poussé à entreprendre ce travail de fond et sur la méthode intellectuelle qu'il a alors suivie.

Il est parti du constat d'un décalage entre les discours (des politiques, des intellectuels, des médias...) sur la société française et les données quantitatives, insuffisamment analysées et médiatisées. La méconnaissance des faits ou leur manipulation délibérée à des fins politiques est source de clichés tenaces, plus ou moins éloignés de la réalité et le plus souvent pessimistes, tels que celui d'une insécurité croissante, d'une aggravation de la fracture sociale et de la pauvreté, de la faillite d'un système scolaire ne produisant

que des « crétins », ou encore d'une connexion massive de l'ensemble des Français à Internet.

Cinq facteurs peuvent expliquer ce décalage. En premier lieu, Louis Maurin a déploré les défaillances du système d'information statistique public, et, plus encore, le fait qu'aussi peu de gens ne s'en inquiètent. Sur des sujets aussi fondamentaux que l'évolution des revenus ou le taux de chômage des Noirs, les données sont incomplètes ou rares ; d'autres données sont l'apanage de sociétés privées, telle l'audience de la télévision, pourtant premier loisir des Français, qui n'est mesurée que par Médiamétrie.

Les chercheurs, par ailleurs, se répartissent mal les sujets, certains comme l'immigration ou la pauvreté étant amplement traités, tandis que d'autres, tels que l'évolution des revenus ou la mobilité sociale sont négligés. « Déchiffrer la société française » est l'un des rares ouvrages à proposer à nouveau, dans la lignée des grandes fresques d'Henri Mendras, une analyse globale de la société.

Un troisième facteur est la ségrégation spatiale du territoire et donc la méconnaissance des différentes classes sociales entre elles.

Les journalistes, qui prennent de moins en moins le temps de rechercher l'information à la source et de la vérifier, pris dans une logique de productivité, sont aussi accusés de ne pas jouer correctement leur rôle de diffuseurs de l'information : ils contribuent à la simplification des faits et sont responsables de raccourcis malheureux.

On s'aperçoit enfin que les producteurs de l'information sont en nombre très limité : il s'agit d'une poignée d'experts issus du monde associatif, politique, universitaire et des grandes entreprises – globalement des Parisiens, souvent très diplômés. Leur vision est donc polarisée et peut aboutir – si l'on caricature – à une schématisation des enjeux entre le 7^e arrondissement de Paris et la Seine-Saint-Denis. Issus du même système académique et très formalisé, ils cultivent un goût prononcé pour la rhétorique et les belles idées.

Louis Maurin, afin de sortir de cette rhétorique et de « déchiffrer » avec le plus de rigueur possible la société française, s'est efforcé d'éviter trois erreurs de posture : le « bougisme » intellectuel, la nostalgie et le catastrophisme.

Le « bougisme » intellectuel consiste à proclamer sans cesse une nouvelle rupture de paradigme, par exemple celle de la « post-modernité » après « la modernité » et « l'hyper-modernité », celle de la fin du « nouveau consommateur » après son avènement, dans le seul but de faire vendre de nouveaux livres. Louis Maurin s'en méfie d'autant plus qu'il estime les évolutions de société beaucoup plus lentes et progressives et les véritables ruptures plutôt rares.

La nostalgie d'un passé meilleur vise essentiellement à se rassurer sur le fait que l'on n'a rien manqué, tandis que le catastrophisme, de la part des acteurs politiques et sociaux, vise à mobiliser l'opinion mais risque, en fait, de paralyser l'action. Ces deux attitudes conduisent à simplifier les faits et à empêcher l'instauration d'un réel débat, notamment sur les questions de l'école, de la pauvreté ou de l'insécurité. C'est aussi le catastrophisme qui incite à choisir les indicateurs permettant de présenter les faits sous leur aspect le plus sombre : ainsi le seuil de pauvreté est-il passé, sans le moindre débat public, de 50 à 60 % du revenu médian¹ dans les discours sur la pauvreté, ce qui permet d'annoncer le chiffre éloquent de « 8 millions » de pauvres, qui recouvre pourtant une grande disparité de situations financières.

Louis Maurin a toutefois relativisé sa critique de la recherche française en citant un certain nombre d'organismes et de chercheurs qu'il juge plus honnêtes et rigoureux, tels Thomas Piketty, en particulier sur la question des revenus, le Secours catholique ou la Fondation Abbé Pierre.

Il a ensuite exposé les principales tendances qui se sont dessinées à l'issue de son travail de déchiffrement et a tenu à souligner en premier lieu l'amélioration globale du niveau de vie des Français depuis les années 1950, amélioration que tend à éluder le discours ambiant sur le « malaise » de la société française. De nombreux indicateurs en témoignent : la hausse de l'espérance de vie, les nouveaux biens de consommation, le doublement du revenu médian. Les individus, notamment les femmes, ont gagné une plus grande autonomie dans la gestion de leur vie privée et professionnelle, comme

¹ Revenu qui partage exactement en deux la population, la moitié supérieure ayant un revenu plus élevé, la moitié inférieure, un revenu moins élevé.

l'indiquent l'assouplissement des formes familiales (avec la diminution du nombre de mariages, la hausse des divorces et de nouvelles formes de cohabitation) et l'augmentation du taux d'activité des femmes. Le discours sur la stagnation scolaire depuis les années 1970 mérite aussi d'être nuancé car il confond qualifications et diplômes : même si de nombreux jeunes sortent aujourd'hui du système scolaire sans diplôme, leur niveau de qualification ne cesse d'augmenter.

La société actuelle est cependant loin d'être idéale, Louis Maurin en est conscient et c'est bien pour cela qu'il a fondé l'Observatoire des inégalités². Les évolutions positives ont souvent leur revers, comme, par exemple, la libéralisation du divorce qui a pour effet d'accroître le nombre de familles monoparentales démunies, ou encore l'esclavage moderne induit par la société de consommation. Il faut mieux prendre en compte ces effets négatifs dans l'analyse que l'on fait de la société française.

Louis Maurin, par ailleurs, ne croit pas en la « moyennisation » de la société française et en l'abolition des clivages sociaux, annoncés par Henri Mendras³ : le milieu social dans lequel naissent les individus continue d'influencer leurs comportements, notamment culturels, et les groupes que l'on croyait dissous, se recomposent. L'émancipation des femmes ou des immigrés n'est pas non plus définitive et elle est toujours à reconquérir.

La croissance du chômage, phénomène nouveau par rapport aux Trente Glorieuses, est en train de remettre en cause notre

modèle social. Il concerne cependant très inégalement les individus selon leur catégorie sociale : les plus touchés sont les femmes, les jeunes et les *seniors*, les moins diplômés.

L'écart se creuse entre les revenus. Il ne s'agit pas seulement du boom, très médiatisé, des très hauts revenus, qui ne concerne qu'une infime minorité, mais, plus généralement, d'une inégalité croissante entre hauts et bas revenus. Les taux de pauvreté ont certes été stabilisés, mais sur une population en augmentation, d'où une hausse du nombre de personnes « pauvres ».

L'accès au savoir est aussi de plus en plus inégalitaire puisque 10 % seulement de la population a un diplôme supérieur à Bac + 2. Ces hauts diplômés font figure de privilèges dans la mesure où la société française accorde toujours plus de légitimité au diplôme qu'à la réussite professionnelle et financière d'un individu. Il semble qu'une sorte de « bourgeoisie culturelle » se soit formée qui a tout intérêt à maintenir ce système d'enseignement élitiste en l'état.

Face à ce système social de plus en plus inégalitaire, deux voies s'offrent au législateur : celle de la libre concurrence, ou celle de la régulation par le partage des ressources et pour la coopération des individus les uns avec les autres – Louis Maurin préférant évidemment la voie coopérative.

² Voir le site Internet :

<http://www.inegalites.fr/index.php>

³ Processus de constitution d'une vaste classe moyenne ; concept appliqué, dans « La seconde révolution française 1965-1984 » (avec la collaboration de Laurence Duboys-Fresney, Gallimard, 1994), par le sociologue Henri Mendras aux évolutions de la société française dans les années 1965-1984.

Extraits des débats

REMARQUE

Le système public d'informations statistiques n'est pas si mauvais : l'INSEE, l'INED ou le CREDOC remplissent honorablement la mission qui leur est confiée, leur travail étant complété par des rapports d'institutions publiques, telles la Cour des Comptes, ou privées, telles Futuribles ou le CEVIPOF.

REPOSE

La critique était certes un peu caricaturale, mais il n'en reste pas moins vrai que les données fournies par le système national français sont insuffisantes et doivent être complétées par celles d'organismes internationaux, Eurostat ou l'OCDE notamment. Il est regrettable que le *Marketing book* édité chaque année par l'Institut privé d'études TNS Sofres, qui est payant, soit plus intéressant que le « portait social » proposé gratuitement par l'INSEE.

Concernant le problème de l'excessif parisianisme des données, on peut se réjouir, cependant, d'un élargissement croissant des recherches au niveau local. L'Observatoire des inégalités, en l'occurrence, lance avec CompasTis (société spécialisée dans l'analyse des données locales) un nouveau site d'informations, « l'Observatoire des inégalités territoriales »⁴.

QUESTION

L'analyse de Louis Maurin sur les inégalités de la société française pourrait s'appliquer à d'autres pays, par exemple au Canada. Par ailleurs, la Chine ou les Etats-Unis sont encore bien plus inégalitaires. Quels sont donc les aspects spécifiques à la France ?

⁴ Voir le site Internet :

<http://www.inegalitesteritoriales.fr/>

RÉPONSE

La France se singularise par un système scolaire, certes, d'un bon niveau, mais très inégalitaire et formel. Comme en République tchèque, le milieu social influence toujours beaucoup le parcours professionnel. Autre singularité en Europe, le relativement fort taux de fécondité,

QUESTION

Dans les discours sur le chômage, par exemple, on change parfois de base de calcul statistique. Faut-il craindre une manipulation des chiffres à des fins politiques ?

Autre question : peut-on estimer que, globalement, les jeunes Français et Européens sont pessimistes sur l'évolution de leurs conditions de vie ?

RÉPONSE

En dépit de ces ajustements, je fais quand même confiance à l'appareil statistique public pour ne pas chercher à manipuler l'opinion.

Quant au pessimisme des « jeunes », il n'est pas univoque. La catégorie des « jeunes » recouvre une multitude de situations différentes et la société française ne se réduit pas à une « société de défiance ».

QUESTION

Le problème de la manipulation des données n'est-il pas avant tout un problème d'indépendance de l'information, au plan mondial ? Plus encore, ces données ne semblent-elles pas imprécises et mouvantes précisément parce qu'elles ne sont pas toujours chiffrables ?

RÉPONSE

Il est vrai que nous sommes aujourd'hui victimes de la financiarisation de la presse, survenue dans les années 1990 et que les intérêts privés peuvent biaiser la présentation des données. Je ne crois pas, en revanche, qu'une société se comprenne essentiellement à l'aide de données qualitatives et suis, pour ma part, attaché aux indicateurs quantitatifs.

QUESTION

Il est pourtant important de prendre en compte la perception des individus qui ont le sentiment de vivre une période de dépression en France, comme le fait par exemple *Eurostat*. On peut déplorer, depuis les années 1980 et les efforts de Luc Boltanski⁵ pour sortir de la « sociologie des ingénieurs », une certaine stagnation de la sociologie française qui s'attache à nouveau plus aux structures qu'aux individus.

RÉPONSE

Je suis en désaccord avec cette analyse et revendique précisément cette « sociologie des ingénieurs » que vous jugez dépassée.

Lucie de Villepin

⁵ sociologue, l'un des principaux représentants de la sociologie pragmatique française qui considère que l'homme « fait la société », auteur, notamment, de l'ouvrage « Les cadres. La formation d'un groupe social » (Paris, éditions de Minuit, 1982).